

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
19 place de l'ancien foirail
32000 AUCH

Auch, le 06/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMPEPTDG TRIGONE
1 rue Jacqueline Auriol - 32000 AUCH
Site du HOUGA

Référence : 2022-0926-Dp
Code AIOT : 0006804812

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement SMPEPTDG TRIGONE implanté au lieu-dit Pontac au HOUGA (32460). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 1 an.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE » et plus particulièrement le respect des prescriptions applicables relatives au contrôle des déchets admis dans l'installation de stockage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMPEPTDG TRIGONE
- Lieu-dit Pontac - 32460 LE HOUGA
- Code AIOT : 0006804812
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat mixte départemental TRIGONE a été autorisé par arrêté préfectoral du 15 octobre 2007 à exploiter une activité d'enfouissement de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Le Houga pour un tonnage annuel de 28 250 tonnes.

Le site est exploité en plusieurs zones:

- les zones 1 et 2, situées sur la partie Ouest, dédiées au stockage des anciens déchets et réhabilitées,
- les zones centrales 3 et 4 sont dédiées au stockage des déchets admis sur le site depuis 2008 et pour lesquelles une couverture finale a été déposée,
- la zone située à l'est est en cours d'exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection de juin 2021 ;
- mise en place de la vidéosurveillance lors du déchargement des déchets ;
- conditions d'élimination des déchets imposées par le décret du 16 septembre 2021 ; (attestation de tri, caractérisation des bennes, contrôle des déchets entrants)
- quantité de déchets traités ;
- gestion des odeurs (biogaz) ;
- gestion des lixiviats.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites de la visite précédente	Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 24	/	Sans objet
2	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
4	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet
5	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet
7	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III	/	Sans objet
8	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV	/	Sans objet
9	Capacité de stockage	Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 2-1	/	Sans objet
11	Conduite d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33	/	Sans objet
13	Hauteur des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	/	Sans objet
14	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 27	/	Sans objet
15	Gestion du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(ont) été donnée(s)	Autre information
3	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
6	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II	/	Sans objet
10	Couverture des casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 34	/	Sans objet
12	Gestion des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite d'inspection il a été constaté 4 faits conformes et 11 faits susceptibles de suites. Les faits susceptibles de suites n'engagent pas la sécurité et ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement ou peuvent être mis en conformité rapidement. Ainsi il n'est pas proposé, à ce stade, de suite administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de la visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues aux titres III et IV ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage dans l'année écoulée.
Constats : Lors de la visite précédente du 10 juin 2021, il a été demandé à l'exploitant d'indiquer les résultats de suivi de l'IBGN au niveau des eaux superficielles dans le rapport d'exploitation annuel, conformément à l'arrêté préfectoral. Ces résultats n'ont pas été intégrés au rapport de 2021.
Observation : L'observation, émise lors de la visite précédent du 10 juin 2021, concernant la prise en compte du guide de la surveillance de la qualité des eaux souterraines appliqué aux ICPE et sites pollués n'a pas été prise en compte par l'exploitant. Cette observation est maintenue : Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte le guide de la surveillance de la qualité des eaux souterraines appliquée aux ICPE et sites pollués et d'inclure dans le bilan de la surveillance les éléments demandés par le guide.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après : 1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ; 2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...] [...] IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; [...]
Constats : L'exploitant a présenté un exemple de convention relative à l'acceptation de déchets à l'ISDND du Houga pour les organismes non-membres de Trigone. Cette convention, signée par le producteur du déchet, rappelle les obligations de caractérisation annuelle du déchet. Cependant, l'exploitant n'a pas réceptionné de rapports de caractérisation concernant les déchets entrants sur le site. La procédure d'acceptation du site ne précise pas que pour être accepté sur le site un rapport de caractérisation doit être fourni par le producteur de déchets, notamment pour les DIB en direct et les tout-venant de déchetterie. La procédure devra être modifiée pour 2023 et les rapports de caractérisation devront être fournis par les producteurs de déchets pour lesquels le décret s'applique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après : 1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ; 2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...] [...] IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : [...] 2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.
Constats : L'exploitant a mis en place une instruction de gestion et suivi des apports. Le contrôle visuel est réalisé lors du déchargement. L'exploitant n'a, pour le moment, pas fait procéder à une caractérisation des déchets en cas de doute lors du déchargement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
Constats : L'exploitant a présenté une fiche d'information préalable signée relative aux traitements des déchets du circuit de Nogaro. Cette fiche d'information comporte un encadré relatif aux obligations du producteur de déchets. Le producteur de déchets s'engage à justifier le respect des obligations de tri et être en capacité de présenter les éléments permettant de démontrer le respect de ces obligations. Cette attestation ne comprend pas la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte. Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées. Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur : 1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique, 2° Les papiers graphiques ; 3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ; 4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ; 5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ; 6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles. 7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.
Constats : L'exploitant a présenté les fiches d'informations préalables concernant des ordures ménagères. Le producteur s'engage à fournir les éléments justifiant de la mise en place du tri mais n'a pas transmis ou mis à disposition les documents justifiant du respect des obligations de collecte séparée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : L'installation dispose de deux caméras au niveau du pont bascule et d'une caméra au niveau de la zone de déchargement. Un dispositif de reconnaissance de plaque a également été mis en place. L'inspection a consulté les enregistrements concernant le déchargement des camions suivants : <ul style="list-style-type: none">- Plaque DZ-610-VW : benne de tout venant provenant de Vic Fezensac.- Plaque DZ-040-SL : ordures ménagères provenant de Gondrin.- Plaque FG-934-WQ : déchets provenant de la société DÉLICES D'AUZAN dont le transporteur est COVALREC. Lors du déchargement, la plaque d'immatriculation est difficilement lisible. L'exploitant a été capable d'associer le déchargement à un camion en fonction des heures d'entrée et des lectures de plaque au niveau du pont bascule mais a rencontré quelques difficultés.
Observation : L'exploitant améliorera le dispositif de vidéosurveillance afin de faciliter la reconnaissance des camions en cours de déchargement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Information du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif du contrôle par vidéo. La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima : <ul style="list-style-type: none">-le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;-la finalité du traitement installé ;-la durée de conservation des images ;-le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;-le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.
Constats : Les institutions représentatives du personnel n'ont pas été consultées sur l'installation du dispositif du contrôle vidéo. L'exploitant n'a pour le moment pas mis en place de signalisation information de la présence d'un dispositif de contrôle par vidéo. La présence du contrôle par vidéo est indiquée dans les conventions signées avec les apporteurs de déchets, l'inspection l'a constaté par sondage. L'exploitant a indiqué que le personnel avait été informé mais cette information n'a pas été tracée, l'exploitant doit formaliser cette information. L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments attestant de la consultation du personnel, de la mise en place d'un panneau de signalisation et de l'information individuelle des salariés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.
Constats : Les images visionnées sont anonymisées et ne sont pas sonores, elles comportent la date, l'heure d'enregistrement et l'emplacement de la caméra. L'exploitant ne dispose pas d'un journal permettant de recenser les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance. L'exploitant indique que les données sont conservées un an.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Capacité de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 2-1
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité maximale annuelle et capacité totale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité maximale de stockage des déchets est de 524 000 m ³ après compactage pour une masse maximale de 594 000 tonnes, dont 160 000 m ³ étaient déjà stockés à la date de la demande d'autorisation. La capacité annuelle maximale de stockage est de 25 000 m ³ après compactage pour une masse maximale de 28 250 tonnes.
Constats : L'ISDND du Houga a une capacité maximale de 594 000 tonnes dont 160 000 m ³ déjà enfouis avant 2007. L'exploitant n'a pas pu transmettre à l'inspection la quantité globale de déchets enfouis sur l'installation et justifier du respect de cette quantité. L'exploitant doit transmettre les éléments justifiant la quantité de déchets enfouis sur le site afin de s'assurer du respect de la capacité maximale autorisée. En ce qui concerne le respect de la quantité annuelle de 28250 tonnes pour 2022, la quantité de déchets traités fin octobre est de 22 480 tonnes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Couverture des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Couverture intermédiaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout casier est muni dès la fin de sa période d'exploitation d'une couverture intermédiaire dont l'objectif est la limitation des infiltrations d'eaux pluviales et la limitation des émissions gazeuses. Cette couverture est constituée d'une couverture minérale d'épaisseur de 0,5 mètre constituée de matériaux inertes d'une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s. La couverture intermédiaire est mise sur tout casier n avant la mise en exploitation du casier n + 2.
Constats : L'inspection a constaté la mise en place de la couverture provisoire au niveau des alvéoles A31-A32 qui sont comblées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Afin de limiter les entrées d'eaux pluviales au sein du massif de déchets et les éventuelles émissions gazeuses, la superficie de la zone en cours d'exploitation est inférieure ou égale à 7 000 m ² . Cette superficie peut être adaptée par arrêté préfectoral notamment pour des motifs de sécurité de la circulation en sécurité. II. - Le mode de stockage permet de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. Si nécessaire, l'exploitant met en place un système, adapté à la configuration du site, qui permet de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation. L'exploitant dispose en permanence d'une réserve de matériaux de recouvrement au moins égale à la quantité utilisée pour 15 jours d'exploitation. L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les modalités de mise en place des déchets, la fréquence et le mode de leur recouvrement et la quantité minimale de matériaux de recouvrement qui doit être présente sur le site. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le bilan matière des matériaux de recouvrement. Afin d'empêcher tout envol de déchets ou de limiter les odeurs, les déchets biodégradables stockés dans un casier sont recouverts par des matériaux ou des déchets non dangereux ou inertes ne présentant pas de risque d'envol et d'odeurs. Le compost non conforme aux normes en vigueur, les mâchefers ou les déchets de sédiments non dangereux peuvent être notamment utilisés.
Constats : La zone d'exploitation est située au niveau de l'alvéole A34. L'alvéole A33, qui est en dehors de la zone d'exploitation, doit être mieux recouverte de terres afin de limiter les envols et les odeurs. L'Inspection n'a pas constaté d'envols de déchets en dehors de la zone d'exploitation, une réserve de matériaux de recouvrement est située à proximité des alvéoles 33 et 34.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois : - le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ; - la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ; - les quantités d'effluents rejetés ; - dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'Inspection a consulté le registre de suivi des systèmes de collecte de stockage et de traitement des lixiviats. La hauteur des lixiviats est relevée au moins une fois par mois dans les puits de collecte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Hauteur des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I- [...] Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. [...]
Constats : Le registre de suivi des hauteurs des lixiviats montrent que le hauteur des lixiviats au niveau du puits mixte du casier 1 est supérieure à 30 cm ; la hauteur relevée est de 90 cm. La hauteur des lixiviats est conforme pour les autres puits. L'exploitant doit mettre en place des actions correctives afin d'abaisser la hauteur des lixiviats.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour être admis dans une installation de stockage les déchets satisfont : - à la procédure d'information préalable visée à l'article 28 ou à la procédure d'acceptation préalable visée à l'article 29 ; - à la transmission par le producteur ou le détenteur des déchets, des documents prévus à l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement permettant de justifier du respect des obligations du producteur des déchets. Cette transmission ne concerne pas les déchets listés au III de l'article R. 541-48-4 ; - au contrôle à l'arrivée sur le site visé à l'article 30. Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.
Constats : L'exploitant n'a pas pu présenter le certificat d'acceptation préalable concernant les déchets provenant de la société DÉLICES D'AUZAN et transportés par COVALREC. L'exploitant doit transmettre les documents à l'Inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Gestion du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Captage du biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets. Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci. Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier.
Constats : Les drains de captage du biogaz au niveau de l'alvéole A33 ne sont pas raccordés, il n'y a pour le moment pas de captage du biogaz. L'exploitant doit raccorder les drains de l'alvéole afin de capter le biogaz dès sa production. L'Inspection a constaté la présence d'équipements de captage du biogaz au niveau des alvéoles 31 et 32.
Observation : En ce qui concerne l'alvéole 34, l'inspection a constaté la présence de drains mais l'exploitant doit s'assurer de la mise en place suffisante de drains de captage de biogaz au cours de l'exploitation de l'alvéole.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet